

## **Seconde édition des Rencontres Culture**

15 février 2019 – Conseil Économique, Société et Environnemental  
Palais d'Iéna (Paris 16<sup>e</sup>)

### **Intervention d'Henri de Lépinay président d'honneur de l'Union REMPART en introduction du débat de l'après-midi**

*Je suis Henri de Lépinay, président d'honneur de l'Union REMPART, une association nationale de patrimoine dont l'un des moyens d'action est de proposer des chantiers de restauration avec des personnes bénévoles. Je suis entré dans ce Mouvement il y a plus de 40 ans en tant que responsable d'une association locale de mise en valeur du patrimoine en Loire-Atlantique alors que j'étais étudiant. Aujourd'hui, je suis architecte et ingénieur spécialisé dans la structure des bâtiments anciens et à caractère historique. Pour exemple, j'ai conduit la restauration il y environ trois ans, la restauration des façades du palais d'Iéna qui nous accueille aujourd'hui, une œuvre majeure des Frères Perret. J'ai aussi été l'ingénieur en charge de la restauration du collège de Bernardins, à Paris.*

*Au sein du Mouvement REMPART, j'ai pris des responsabilités jusqu'à en assumer la présidence. J'ai aussi été acteur dans des groupes de réflexion sur les associations (j'ai été membre du Conseil national de la vie associative) et j'ai porté des actions de coordination entre associations nationales de mise en valeur du patrimoine reconnues d'utilité publique. Vous comprendrez que je suis très engagé, que je consacre beaucoup (trop ?) de temps bénévole aux associations.*

Nous sommes ici pour échanger sur la place de la culture dans la démocratie, quels acteurs, quels lieux, et aussi quelle démocratisation pour faire la société.

*Et je suis invité à donner mon avis en introduction, mon analyse fruit de mon expérience.*

Qu'est-ce que la Démocratie ? Le plus souvent, il se dit que c'est un régime politique dans lequel les citoyens ont le pouvoir. Je dirais que, plus largement, c'est une forme de société ou un système de valeur et de représentation.

Et qu'est-ce que la Culture ? Lors de la Conférence mondiale sur les politiques culturelles organisé par l'Unesco, les participants, par la déclaration dite *de Mexico*, sont convenus que :

*Dans son sens le plus large, la culture peut aujourd'hui être considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels, matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts, les lettres et les sciences, les modes de vie, les lois, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances.*

La déclaration affirme aussi, par exemple, que :

*Toute culture représente un ensemble de valeurs unique et irremplaçable puisque c'est par ses traditions et ses formes d'expression que chaque peuple peut manifester de la façon la plus accomplie sa présence dans le monde.*

Elle dit aussi que :

*L'humanité s'appauvrit lorsque la culture d'un groupe déterminé est méconnue ou détruite.*

## Rencontres Culture - 15 février 2019

Si la démocratie est un système de valeurs et de représentation, on peut en déduire que Démocratie et Culture sont intimement liées et devraient être indissociables.

Et que la démocratie est un écosystème complexe qui ne se limite pas au droit de vote. Elle est constituée d'un ensemble de droits fondamentaux comme le droit d'expression, la liberté d'association, le droit à l'accès aux services publics, le droit à une justice accessible, le droit de manifester, et bien d'autres choses.

Cette démocratie, française, est le résultat d'une construction longue et difficile issue de soubresauts périodiques comme le sont ou l'ont été par exemple les événements de 1968, les « *Nuit Debout* » ou le phénomène dit des « *Gilets Jaunes* ».

En France, une grande partie de la classe politique et, d'une manière générale, des élites, n'imaginent pas que chaque citoyen est en situation ou doit être mis en situation d'apporter une contribution à l'intérêt général. D'où, parfois, un soupçon ou une crainte devant les débats qui sont proposés ici et là, ou le poids de certaines actions collectives de citoyens organisés en association.

L'élection présidentielle de 2017 avait révélé des craintes de voir des extrêmes triompher puis une forme de soulagement et d'espoir à la suite d'un dédagisme d'un grand nombre d'acteurs politiques.

Un espoir suscité par le président de la République lui-même lors de sa cérémonie d'investiture du 14 mai 2017 :

*Je veillerai à ce notre pays connaisse un regain de vitalité démocratique, les citoyens auront voix au chapitre. Ils seront écoutés.*

*Dans ce combat, j'aurai besoin de chacun. La responsabilité de toutes les élites, politiques, économiques, sociales, religieuses, de tous les corps constitués de la nation française sera appelée.*

*Nous ne pouvons plus nous réfugier derrière des habitudes ou des usages parfois hors du temps.*

Un grand nombre de nos concitoyens n'ont pas vu venir le regain de vitalité démocratique promis. Ils n'ont pas estimé avoir voix au chapitre. Ils ont constaté qu'ils n'étaient pas écoutés.

Ils ont aussi considéré que le pouvoir avait confisqué la volonté populaire.

D'où, au motif déclencheur d'une injustice fiscale durement ressentie, une forte demande de démocratie directe et, parfois, un rejet des représentants élus.

On a vu, peut-être exacerbé par certains médias trop motivés par l'immédiateté, que les propositions formulées pouvaient être extrêmes et très détachées des réalités.

C'est qu'en France notamment, la culture du débat n'est pas très présente : pourtant, c'est au cours de débats, de discussions, de dispute au sens ancien, que peuvent s'exprimer les confrontations démocratiques et se forger des idées collectives.

Ce sont ces idées collectives parmi lesquelles les valeurs républicaines de liberté, de fraternité et d'égalité, qui forment la culture pour autant qu'on accepte l'expression libre de toutes les idées y compris celle d'autrui, une autre valeur républicaine que l'on nomme laïcité.

La culture, cet ensemble des traits qui caractérisent une société ou un groupe social, doit-elle être savante et érudite, lettrée ? Sûrement pas puisqu'elle doit être le résultat de la connaissance et des pratiques de chacun quelle que soit sa position dans la société.

Dans ce domaine, le rôle de la puissance publique doit être d'offrir les structures adaptées pour que chacun ait accès à la connaissance, à des responsabilités, et que

## **Rencontres Culture - 15 février 2019**

chacun puisse, en citoyen, faire ses propres choix de vie. Elle doit s'organiser pour ne laisser personne sur le côté.

De leur côté, les citoyens doivent prendre leurs responsabilités chaque fois que c'est possible. Certes, ils élisent leurs représentants politiques à l'occasion d'élections. Ce n'est pas suffisant pour être citoyen dans une démocratie.

Nous devons utiliser la liberté d'association que nous avons, affirmée par la loi de 1901 sur la liberté d'association, liberté qui nous permet de nous associer pour mener ensemble des actions communes. Nous pouvons ainsi nous réunir lorsque nous le souhaitons, pour la promotion et la pratique des arts, pour de la création, pour perpétuer des traditions, des cultures, ou pour développer de nouvelles expressions. Nous devons entraîner d'autres citoyens autour de nous, sans oublier ceux qui sont le plus éloignés de ce qui est la culture, y compris de la leur.

Nous devons aussi, ensemble, revendiquer en permanence des améliorations possibles de la société et de son organisation.

La puissance publique doit reconnaître qu'elle n'a pas le monopole de l'intérêt général : dans une société démocratique, elle doit soutenir les actions pertinentes choisies par les citoyens eux-mêmes organisés en associations représentatives. Le soutien doit être efficace et durable et c'est ce qui doit être le résultat d'une charte d'engagements réciproques signée entre les associations et le ministère de la culture.

*Tout cela n'est pas qu'une construction intellectuelle et théorique. Nombreux sont ceux qui peuvent témoigner que c'est possible : l'Union REMPART dont je suis le président d'honneur après en avoir été le président, est une union nationale d'associations locales de patrimoine, membre de la Cofac.*

*Cette union questionne à chaque instant sa gouvernance, s'interroge sur son fonctionnement et ses valeurs. Elle s'est dotée d'un jeu de textes d'orientation qui exposent les enjeux et sa manière d'agir.*

*Ses associations membres sont issues des territoires où elles agissent. Elles irriguent ces territoires puisque ses responsables sont des acteurs locaux engagés avec d'autres sur un projet défini ensemble sur un élément patrimonial qu'ils ont eux-mêmes choisi.*

*Cet élément patrimonial est le support et le ferment du lien social pour des bénévoles-citoyens. Tout le monde y a accès et des moyens sont développés pour que ce soit vrai, quelles que soient l'origine et les difficultés de ces citoyens.*

*C'est un projet collectif qui produit de l'intérêt général et dont sont acteurs les hommes et les femmes qui s'y engagent. C'est une dynamique qui va du local au national car le patrimoine et la société civile organisée sont le reflet et portent des valeurs universelles qui dépassent les frontières.*

*Le patrimoine et l'action citoyenne que REMPART y développe sont l'expression de la démocratie. Ce qui, avec plus de 50 ans de pratique, est aujourd'hui reconnu et ce qui explique le soutien fort que la puissance publique et certains mécènes lui accordent.*

*Comme je le disais tout à l'heure, il n'y a pas de démocratie sans culture. Et, sans doute, pas de culture, bienveillante et partagée, sans démocratie.*